

Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud

Rapport d'activités - Partie Sud (Afrique) 2003

Le Comité a continué son travail double: Travail de projets au Sud, travail d'information et de réflexion au Nord.

Les projets

Le **travail de projet** s'est poursuivi dans de bonnes conditions: les réalisations avancent. Les projets, financés en grande partie à travers la FGC par la DDC, l'État et la Ville de Genève, ainsi que par les communes de Meyrin, Carouge, Puplinge et Jussy, représentent pour la majeure partie de nos partenaires un apport essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les grands axes sont toujours:

- Financement de fonds de développement local, d'une **commune** de chacun des trois pays.
- Le soutien d'**unions**, structures qui regroupent des coopératives de production agricole ou artisanale, souvent de femmes.
- Un projet d'un type nouveau est la **Caravane** en Mauritanie, un échange d'expériences de production et aussi rencontres culturelles entre des unions et des coopératives de production de la région.
- Projet Sida, appui à l'information sur la maladie et à l'intégration de personnes séropositives, en lien avec des partenaires existants des Jardins de Cocagne.

Globalement les projets ont reçu un financement d'environ CHF 500'000.-.

Les détails sur les projets se trouvent dans la deuxième partie de ce rapport et dans le bulletin d'information no 35.

Information et réflexion au Nord

Le **travail au Nord** est d'abord un travail d'information, de participation au débat sur les questions du développement et de contact avec des organisations qui travaillent dans le domaine. Dans l'ambiance actuelle de pressions sur les acquis dans l'ouverture sur le monde, il est particulièrement important d'affirmer notre volonté de défendre les principes de solidarité et de collaboration avec d'autres régions du globe. Concrètement, l'année passée, les pressions pour geler ou réduire les budgets publics pour le développement au Sud se sont renforcées. Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud s'engage fortement dans le courant pour des relations ouvertes et solidaires avec le monde et contre une économisation des relations sociales.

Exposition « Quitter le fleuve Sénégal - Paris, l'espoir du retour »

L'exposition sur la migration a continué de tourner à plusieurs endroits. Elle a rencontré un beau succès, à la fois au plan artistique avec les dessins d'Oscar Baillif et au plan de son contenu.

En 2003, elle a été montrée aux endroits suivants:

- Université Ouvrière de Genève (UOG) , 20.01.2003 – 31.01.2003
- Onex, Service Social et Maison Onésienne, 25.03.2003 – 23.04.2003
- Salon du Livre / Village alternatif, 30.04.2003 – 4.05.2003
- Chêne-Bougeries, Centre de Rencontres et de Loisirs, 27.08.2003 – 1.10.2003
- Plan-les-Ouates, « Culture d'ailleurs », 1.10.2003 – 5.10.2003
- Uni Mail, 24.10.2003 – 7.11.2003
- Hôpital Universitaire de Genève (HUG), espace mémoire, 20.11.03 – 11.02.04

Depuis le début de l'exposition, nous avons vendu environ 999 affiches et 300 jeux de cartes, nous avons vendu ou distribué 999 brochures Les cartes, la brochure et quelques affiches sont encore disponibles.

Bulletins d'information

Nous avons réalisé 2 bulletins d'information à l'intention des 400 membres de la coopérative Jardins de Cocagne, ainsi que de 50 autres personnes intéressées par notre travail.

Assemblée générale

L'assemblée générale a été complétée par la projection de deux cassettes: l'une tournée par Marie Aubert au Sénégal et qui est utilisée sur place pour faire connaître la problématique VIH-Sida, l'autre sur la lutte des producteurs de coton, réalisée par Maurice Oudet du Burkina Faso. Une discussion sur les conséquences des politiques agricoles de certains pays sur les paysans du Sud et la souveraineté alimentaire de ces pays a complété la soirée.

Évaluation du travail à long terme

Nous avons poursuivi la réflexion sur les effets à long terme de nos activités sur nos partenaires et les sociétés au Sud. Une telle évaluation ne peut de toute évidence pas se limiter au « visible », mais doit s'intéresser bien plus à l'évolution des valeurs et des mentalités, des structures de société. La dimension culturelle, dans un sens large, y joue un rôle déterminant. Nous avons défini, en contact avec des experts et avec la DDC, une démarche d'évaluation. La DDC y contribue financièrement. Le travail d'enquête sur le terrain a commencé à la fin de l'année.

Site Internet

Le nouveau site Internet des Jardins de Cocagne contient un chapitre sur les activités au Sud.

Communes

Dans le cadre d'un contact établi par la FGC, nous avons présenté le projet de la commune Baïdiam en Mauritanie à la commission de la commune de Puplinge.

Le Comité

Le Comité s'est réuni régulièrement. Les efforts pour répartir le travail plus équitablement et d'organiser les tâches de manière plus spécialisée se sont poursuivis. Certaines activités ont été accomplies en sous-groupes.

Le travail d'encadrement de projet est une tâche qui demande une certaine expérience et aussi une grande disponibilité. Notre volonté d'appuyer le travail de suivi des projets sur un nombre plus important de personnes a fait qu'aujourd'hui, trois projets (Sida, Baïdiam et Koussané) sont suivis par des sous-groupes du comité.

Visites

Au mois de juin, le Comité a reçu la visite de l'animateur principal de l'Union des Coopératives de Développement de Ould Yenge et de Bouilly (UCDOB) en Mauritanie, Brahim Kane. La visite a permis d'approfondir les liens avec lui et son organisation. Il a pu mieux se rendre compte de la formule de la coopérative des Jardins de Cocagne.

Mission

Reto Cadotsch et François Aubert ont effectué la mission annuelle dans la région des projets. Celle-ci a donné des résultats très positifs.

FGC

Nous avons continué notre participation active aux activités de la FGC.

Conclusions

Le travail du Comité s'est déroulé dans des bonnes conditions, à la fois au Nord et Sud.

Par manque de disponibilité, nos contacts avec d'autres ONG n'ont pas évolué comme souhaité.

En 2004 nous voulons avancer dans la définition de l'identité des Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud. L'idée est de mieux affirmer le profil en tant que producteur au Nord et de développer des partenariats avec des acteurs du Sud sur cette base. Cette orientation est également compatible avec les nouvelles approches préconisées par la FGC, notamment le plan d'action. Dans cette logique s'inscrit le projet d'exposition « Paysan ici - paysan au Sud ».

Les projets en Afrique

Introduction :

Depuis dix-neuf ans maintenant, les Jardins de Cocagne soutiennent d'abord des organisations paysannes, puis depuis deux ans, directement des collectivités locales de la région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie.

Dans les pages qui suivent, nous faisons le point sur l'avancement des projets que les Jardins de Cocagne soutiennent aujourd'hui.

Les objectifs principaux de nos actions sont:

- ▶ Le soutien à l'organisation des groupements, des coopératives et des associations dans le milieu rural :
 - l'Association de lutte Anti-érosive de la Falémé (ALAEF) au Sénégal
 - la Coordination des femmes de Same au Mali,
 - les Unions de coopératives en Mauritanie

- ▶ Le renforcement des réseaux associatifs dans le but de donner une voix politique à un monde rural oublié :
 - Le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
 - le projet de la Caravane en Mauritanie

- ▶ La mise en place de structures d'appui techniques locales au service des populations rurales comme les Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC)

- ▶ l'appui à la décentralisation qui s'installe dans les 3 pays, avec une place importante laissée à la société civile et en particulier aux responsables issus du monde associatif partenaire des Jardins de Cocagne. En collaboration avec d'autres ONG et organisations d'appui, nous soutenons au sein d'une collectivité par pays, la création de fonds de développements locaux, gérés par les élus et les représentants de la société civile :
 - La communauté rurale de Kothiary au Sénégal
 - la commune de Koussane au Mali
 - la commune de Baïdiam en Mauritanie

A travers les 13 projets soutenus par les Jardins de Cocagne, et dans le cadre d'un échange continu avec le milieu migrant (80% des ressortissants africains noirs travaillant en région Parisienne viennent de la région de nos partenaires), nous pouvons suivre l'évolution de la société.

Cette évolution est caractérisée par une opposition permanente entre :

- Une société traditionnelle où la culture est étroitement liée à un système d'ethnies et de castes, et l'économie basée en grande partie sur l'autosuffisance alimentaire.
- Et une société moderne marquée par des technologies avancées (la voiture, les télécommunications, l'informatique), une ouverture totale vers l'extérieur (du fait des migrants et des médias partout présents) et des échanges commerciaux tous azimuts sans aucune protection à la frontière des états.

Dans le contexte de la confrontation quotidienne de ces mondes, accentuée par la migration de 20% de la population active, il est difficile d'avoir des notions très précises d'un modèle de développement. Il ne suffit pas de résoudre les problèmes immédiats que sont l'accès à l'eau potable, la scolarisation des enfants ou la santé etc. Il s'agit avant tout de soutenir les paysans qui proposent de devenir des acteurs de ce développement, et qui cherchent, comme nous ici d'ailleurs, une place dans une société dont le fonctionnement néo-libéral ignore complètement leur sort.

Le point sur les différents projets :

Au Sénégal

1) Le CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel

Créé en 1990, ce centre de formation est aujourd'hui géré par une quarantaine d'associations de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Il est au centre du développement des réseaux associatifs de cette région et il organise une grande partie des formations sur les thèmes de l'agriculture, de l'artisanat, de la gestion, de l'animation et de la décentralisation.

Le CEFP met également sur pied des rencontres entre les acteurs de toute la région sur des thèmes comme la décentralisation, les politiques de développement, l'entrepreneuriat féminin, ou la promotion des langues nationales.

Les Jardins de Cocagne sont partenaires du CEFP depuis 1992, avec un appui global aux différents programmes que le centre a développé jusqu'en 2000.

En 2004 et 2005 les Jardins de Cocagne financent un programme d'appui à l'alphabétisation qui vise :

- à renforcer les compétences des personnes responsables des programmes d'alphabétisation dans la sous région,
- à organiser des échanges entre ces responsables et les institutions nationales chargés de l'enseignement des langues locales
- à harmoniser les outils d'alphabétisation
- à élaborer des méthodes de post alphabétisation..

En 2003, nous avons reçu 30'954 FS de l'Etat de Genève pour ce programme.

2) Les CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit dans le département de Bakel

Ce projet est le fruit des réflexions d'un groupe d'organisations paysannes et d'ONG qui géraient dans les années 90 un fonds souple visant à appuyer les initiatives de la base au Sénégal Oriental. Ce comité de gestion du «fonds souple -Les Jardins de Cocagne » a d'abord été à l'origine de la création d'un réseau pour les financements alternatifs (REFA) puis du programme CLEC dans le département de Bakel. Ce programme installe des caisses villageoises qui gèrent l'épargne de leurs membres et participent au développement économique par la mise en place d'un système de crédit basé sur cette épargne. Ces caisses appartiennent à leurs membres et ce sont eux qui les gèrent.

Après les deux premières phases qui ont vu la mise en place de 19 caisses, ce programme est aujourd'hui dans une phase intermédiaire de renforcement des caisses existantes. Au 30 juin 2003, le montant total des dépôts était de plus de 220 millions de FCFA (523 000 FS) avec 83 millions de FCFA (200 000FS) de crédit.

Dans l'avenir il s'agit d'augmenter le nombre de caisses et de les fédérer au niveau de deux unions afin d'assurer les refinancements entre les caisses et d'établir des liens avec le système bancaire formel, ces liens permettant de drainer l'épargne des migrants et d'effectuer le placement des excédents financiers. Cependant il est important d'assurer une formation conséquente des responsables de ces structures afin qu'elle puisse conserver une indépendance totale par rapport aux banques et que l'épargne rurale profite effectivement au développement du monde rural.

En 2003, nous avons reçu 75'763 FS de l'Etat de Genève pour ce programme.

3) Le fonds de développement local de la communauté rurale de Kothiari.

Ce fonds a été mis en place il y a deux ans. Il permet de financer des actions de développement dans les quarante villages de la commune. Il est géré par un comité communautaire de pilotage composé du maire, des élus et des représentants de la société civile (associations paysannes, groupements féminins, etc.).

En 2003 plus de 70 projets ont été proposés à ce comité dont une trentaine ont été retenus et réalisés. Les actions financées appartiennent prioritairement aux volets :

- de l'accès à l'eau potable pour tous,
- de l'amélioration de la santé et de l'éducation,
- de l'approvisionnement en produits de première nécessité
- de la simplification de travail des femmes
- du perfectionnement de l'agriculture.

Un important travail d'autoévaluation et une évaluation externe ont été entrepris en 2003.

Il en est ressorti la priorité à donner à la formation des membres des différentes instances, à la simplification et la formalisation des procédures de décision et de gestion, ces priorités constituant l'ossature du programme à développer dans la nouvelle phase 2004-2005.

La demande de renouvellement de ce programme a été proposée à la FGC qui a accepté d'apporter 160 978 FS pour en réaliser ces deux années.

En 2003 nous avons reçu 75'763 FS de la DDC et 73'763 FS de l'Etat de Genève pour ce programme.

4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)

Les villages membres de l'ALAEF sont situés sur les deux rives du fleuve Falémé, qui fait office de frontière entre le Sénégal et le Mali.

Le milieu naturel y est très dégradé pour plusieurs raisons : modification du fonctionnement de la rivière depuis la régularisation du fleuve Sénégal, surpâturage et exploitation intensive du couvert végétal. Partout, ravines et crevasses apparaissent, se creusant saison après saison avec des effets divers et importants : diminution de la fertilité, parfois stérilité totale des terres situées à l'intérieur, menace sur les villages bordant le cours d'eau, ravinement des passages de pistes rendant les communications encore plus délicates.

L'ALAEF a été créée en 1990 par des jeunes afin justement de freiner ce phénomène de dégradation. Depuis cinq ans, elle a expérimenté avec succès des actions de traitement de ravines pour protéger des villages et les zones de culture. Cela a entraîné une reconnaissance de l'ALAEF au sein des villages, lui permettant de proposer par la suite des actions visant le développement des productions et l'augmentation des revenus.

Avec les subventions de la FGC, l'ALAEF a pu acheter un camion d'occasion qui permet aux paysans de transporter les pierres nécessaires pour la construction des murets anti-érosifs.

Ce camion est également loué pour des travaux de construction privée. Les résultats des cinq années de gestion de ce camion sont très prometteurs, un second véhicule a ainsi pu être acheté à partir des bénéfices et à terme les produits dégagés permettront d'autofinancer une partie des frais de fonctionnement de l'association.

Un nouveau programme pour la période 2003-2006 a été acceptée par la FGC il y a un an. En plus de la construction d'ouvrages anti-érosifs dans le domaine de la production agricole, l'ALAEF poursuit son programme d'alphabétisation fonctionnelle, met en place des bibliothèques villageoises et démarre un programme de recherche-action dans le domaine de l'élevage, par la formation des éleveurs et l'expérimentation de petites unités de production de lait.

En 2003, nous avons reçu pour ce nouveau programme 61'155 FS de la DDC et 61'155 FS de l'Etat de Genève.

5) Un projet de lutte contre le VIH-Sida

« Comment vivre avec le VIH-Sida ? » est devenu une question incontournable dans toute action pour le développement. Sans discussion ouverte sur ce thème, l'efficacité des programmes de lutte contre le Sida reste très limitée.

Depuis 2002, les Jardins de Cocagne appuient des actions sur ce thème dans la région de Tambacounda. Il s'agit :

- De participer au financement du groupe Clinique Conseilling de l'hôpital de Tambacounda qui fait depuis plusieurs années un travail de prévention et de suivi des malades.
- De former des animateurs paysans sur le thème «comment vivre avec le Sida ? » suivi de l'organisation de causeries dans les villages sur ce sujet.
- D'organiser des rencontres entre tous les acteurs qui travaillent sur ce sujet pour faire le bilan des actions menées et pour définir leur poursuite. Cette rencontre comme l'ensemble des actions ont été médiatisés par des radios locales, et diffusées par cassette vidéo.

La FGC a accepté de financer la suite de cette action pour une somme de 30'650 FS pour 2004 et 2005.

Au Mali

6) La coordination de la Fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME

La région de Kayes est une des régions maliennes les plus défavorisées : déficit pluviométrique, grave érosion, éloignement des centres de décisions. Malgré la présence du fleuve Sénégal, l'agriculture s'y est peu développée et devant le déficit alimentaire, les hommes, en grand nombre, ont dû choisir le chemin de l'émigration, vers la France en particulier.

De leur côté, du fait de ce départ des hommes, les femmes ont dû assurer la plus grande partie des tâches quotidiennes alors que le poids de la tradition ne leur permet pas, à l'heure actuelle, d'acquérir un réel pouvoir décisionnel. La coordination des femmes de l'arrondissement de SAME est intéressante, car il s'agit d'une structure née de l'initiative de femmes et gérée par les femmes elles-mêmes alors que dans la plupart des cas au Mali, les groupements féminins évoluent plutôt dans l'orbite des hommes et de leurs structures. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, les cinq premières associations membres ont pu aménager des jardins maraîchers, une caisse d'épargne et de crédit a été mise en place et des cours d'alphabétisation et des stages de formation ont permis de faire avancer réflexion et structuration.

Les Jardins de Cocagne soutiennent ces femmes financièrement depuis 1994. Après une pause en 2003, le partenariat doit reprendre dans le cadre d'un projet en préparation qui contiendra :

- l'augmentation du capital de la caisse d'épargne et de crédit pour répondre sous forme de prêts adaptés aux besoins des investissements agricoles
- le démarrage de petites unités de production de lait dans un cadre de recherche action
- le renforcement du potentiel agricole par un cofinancement de groupes motopompe, le reste des fonds étant emprunté par les groupements à la caisse.

7) Le fonds de développement local de la commune de Koussané.

La commune de Koussané est située dans la partie nord du cercle de Kayes. Elle est composée de vingt-huit villages administratifs et de soixante hameaux de culture et compte un peu plus de 20'000 habitants.

Quatre ethnies s'y côtoient: les Maures, les Soninkés (Sarakolés), les Khassonkés et les Peuls.

Cependant, deux ethnies sont plus largement représentées: les Sonikés et les Maures.

Le nombre de personnes actuellement en migration est estimé à environ 1'130, soit plus de 5% de la population totale.

L'agriculture est l'activité principale de la population, l'élevage venant en seconde position avec des pratiques et des fonctions traditionnelles (élevage de prestige), la notion de rentabilité venant en second plan.

L'activité commerciale est localement assez limitée malgré l'existence d'un marché potentiel assez important dans la zone, l'essentiel des biens provenant de Kayes où ils sont généralement achetés par les migrants.

En cas de surproduction agricole, les excédents de productions sont principalement vendus dans les villages d'où ils sont ensuite acheminés vers Kayes ou vers la Mauritanie par l'intermédiaire des commerçants.

Les activités artisanales y sont peu développées, elles concernent essentiellement la confection de nattes par les femmes, la boucherie, la boulangerie, etc.

Comme à Kothiari au Sénégal, la commune de Koussané veut mettre en place un fonds pour cofinancer des projets communaux et appuyer ceux de la société civile, en particulier des organisations paysannes.

Ce programme vise la mise en place de moyens financiers mais également de cadres de concertation susceptible de générer des actions de développement local conçues et gérées par les bénéficiaires et ce dans un cadre de transparence totale.

Le cadre de concertation de plus de 80 personnes regroupant toutes les catégories socioprofessionnelles (élus, associations, représentants des villages, artisanats, société civile) est l'organe d'exécution de ce programme. Il est régi par un règlement intérieur définissant son fonctionnement et le rôle des membres.

La mise en place de ces structures de décision et de réalisation est le fruit d'une réflexion très longue. Depuis plus d'un an, nous discutons ce projet avec les représentants du cadre de concertation et avec les représentants des migrants de Koussané à Paris.

Le financement de ce projet a été accepté par la FGC pour une somme de 130 953 FS pour les années 2004 et 2005.

En Mauritanie

La région du Guidimakha fait naturellement partie de notre zone d'intervention entre les trois frontières du Mali, du Sénégal, et de la Mauritanie. Mais pour des raisons politiques (conflit entre la Mauritanie et le Sénégal en 1989), il n'est possible que depuis cinq ans de travailler directement avec les associations de cette région bien que des cadres paysans aient pu, à partir de 1992 être formés au sein du Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel au Sénégal.

L'environnement politique, social et culturel de cette région est particulièrement défavorable, les infrastructures y sont inexistantes, l'analphabétisme général et l'accès aux formations très difficile. De plus, les événements ethniques des années 89-92 ont considérablement ralenti toutes les dynamiques qui avaient vu le jour et laissé un paysage social bouleversé. A cela, il faut ajouter les difficultés climatiques et le niveau très faible des techniques agricoles.

Dans ce contexte, l'organisation du monde rural est indispensable pour entreprendre des actions de développement et c'est pour cette raison que l'appui à la structuration des organisations paysannes prend une place centrale dans notre approche, en partant du postulat que l'apport de techniques seules ne pouvait pas entraîner un réel développement.

A la fin des années 90, quatre unions de coopératives se sont constituées et nous avons choisi de commencer notre travail avec ces dernières, tout en réfléchissant avec elles au rôle que le mouvement coopératif qu'elles représentent peut jouer dans le développement régional.

Les quatre unions sont :

8) l'UCDOB, Union des Coopératives de Développement d'Ould Yenge et de Bouilly, financée en 2003 par l'Etat de Genève pour une somme de 33'403 FS.

9) l'Union El Wane,

Le financement du renouvellement de ce projet pour les deux années 2004 et 2005 à été accepté par la FGC pour une somme de 90'828 FS.

10) l'UCFG, Union des Coopératives Féminines du Guidimakha,

financée en 2003 par la DDC pour une somme de 23'571.- FS, par la commune de Meyrin pour une somme de 14'775 FS et par l'Etat de Genève pour une somme de 31'725 FS.

11) l'UCDK, Union des Coopératives de Développement du Karakoro dans la commune de Baïdiam, financée dans le cadre du projet de fonds de développement de la commune de Baïdiam (13)

Ces quatre unions regroupent environ 300 coopératives, chaque coopérative comptant entre 5 et 50 membres et s'organisant presque toujours autour des activités productives comme le maraîchage, la fabrication de la gomme arabique, l'élevage de moutons ou de chèvres, l'artisanat (travail du cuir, tissage, fabrication de nattes, teinturerie, savonnerie), ou le petit commerces.

L'union leur apporte différents services, en particulier l'accès à la formation et à l'alphabétisation mais également au crédit et à l'appui technique (maraîchage, gomme arabique entre autre). Deux des unions fabriquent également du grillage pour protéger les jardins contre les troupeaux de chameaux qui viennent du Nord et qui sont à l'origine de nombreux conflits nomades sédentaires dont les cultivateurs font toujours les frais..

A l'image de ces unions, d'autres se sont maintenant créées mais il serait impossible de les soutenir toutes à la manière de ce qui a été fait dans le passé. Nous les appuierons donc dans leur recherche d'actions transversales permettant une prise en charge plus régionale des problèmes.

Il n'est cependant pas question de mettre en place une fédération « superstructure » qui prendrait la place des unions et des coopératives à la base mais plutôt un organe de réflexion qui gérerait certains programmes transversaux en laissant la responsabilité des actions locales au niveau de chaque union. Par exemple, concernant l'alphabétisation, on pourrait imaginer un programme de formation des enseignants, une réflexion pédagogique, la conception de documents en commun, mais avec des programmes locaux restant sous la responsabilité de chacune des unions.

Une telle structuration pourrait aussi avoir comme objectif d'identifier les besoins en formation et de mener des programmes de recherche-action dans différents domaines techniques qui posent problème dans la zone tel que le maraîchage, l'exhaure de l'eau, la production de gomme arabique, l'amélioration des systèmes d'élevage ou encore la maîtrise des eaux de surface ou l'artisanat.

12) La Caravane

Le projet Caravane est le premier projet fédératif qui réunit la quasi totalité des unions de coopératives évoluant dans le Guidimakha.

Ce projet consiste dans l'organisation de voyages à l'intérieur du Guidimakha pour permettre aux 375 coopératives de la région du Guidimakha de se rencontrer régulièrement.

L'objectif général de cette caravane permanente est de développer l'échange entre les coopératives en favorisant l'analyse des difficultés rencontrées et des solutions retenues, la réflexion sur l'appui et en mettant en valeur les savoir-faire et les compétences locales. C'est également la première expérimentation d'un fonctionnement fédératif dont le caractère informel garantit à chaque union de conserver son identité propre.

Différents impacts sont attendus :

- le rapprochement entre les différentes ethnies qui coexistent dans les mêmes communes mais qui, souvent, n'ont pas l'occasion de mener ensemble des actions,
- la reconnaissance accrue du rôle des femmes par la connaissance des actions qu'elles entreprennent,
- la création d'un réseau entre les différentes unions permettant à terme la gestion de programmes régionaux,
- la rupture de l'isolement pour les coopératives qui ne sont pas membres d'une union.

Les objectifs plus spécifiques s'énoncent comme suit :

- démultiplier des techniques innovantes expérimentées dans certaines coopératives, techniques plus performantes de maraîchage culture attelée, techniques de saignées des gommiers respectueuses des arbres, artisanat, gestion des magasins villageois, etc.
- favoriser l'apprentissage par la rencontre et le partage du geste.
- faire un inventaire précis des compétences dans les différentes coopératives selon les zones.
- préparer, par l'expérimentation d'un travail conduit en commun, l'émergence d'une structure réunissant les unions pour leur participation au développement régional.

Ce projet a été financé en 2003 par la DDC pour une somme de 30'977 FS et par l'Etat de Genève pour une somme de 30'977 FS.

13) La commune de Baïdïam

En juillet 2001, un fonds de développement local a été mis en place dans la commune de Baïdïam suivant les mêmes principes qu'à Kothiari au Sénégal. Il s'agit du premier fonds géré par les élus et les représentants de la société civile au sein d'une commune du Guidimakha.

Le conseil municipal, en collaboration avec les élus, les chefs traditionnels des villages et les responsables des coopératives de la commune a mis en place un dispositif participatif pour faire fonctionner ce fonds.

Fin 2002, un diagnostic institutionnel a permis d'identifier des manques importants au niveau de la circulation de l'information quant au fonctionnement de ce fonds, souvent lié à un manque de formation des personnes responsables. Depuis le mois de novembre, la priorité a été donnée à l'organisation de formations et de tournées d'information au sein des différentes localités constituant la commune. En janvier 2003, l'Assemblée Générale du programme a vu le renouvellement d'une grande partie des instances qui travaille à la refonte des documents régissant le fonds pour en rendre le fonctionnement plus fonctionnel et plus démocratique.

Les premières actions qui ont été réalisées concernent les secteurs jugés prioritaires dans la monographie qui a constitué le fondement du programme, à savoir la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable mais également le soutien aux jeunes pour qu'ils aient envie de rester sur place.

La demande de financement du renouvellement de ce programme pour 2004 et 2005 a été déposée à la FGC au mois de mars 2004.

La région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie (voir cercle)

Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:

- 1) Le CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
- 2) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 3) Le Fonds de développement local de la commune de Kothiari
- 4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)
- 5) Un projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.
- 6) La coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME
- 7) La commune de Koussané.
- 8) L'Union des Coopératives de Développement des communes de Bouilly et Ould Yengé
- 9) L'Union des Coopératives des femmes du Guidimakha
- 10) L'union des coopératives féminines El Wane
- 11) L'union des coopératives de développement de la Karakoro
- 12) La Caravane
- 13) La commune de Baïdiam

Les ONG appuis techniques, partenaires des Jardins de Cocagne:

- 14) GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rurale dans le tiers-monde. Bakel, Sélibaby, Kayes
- 15) GADEC : Groupe d'Action pour le Développement Communautaire, Tambacounda.
- 16) Kora : ONG d'appui technique pour la promotion de l'artisanat, Tambacounda.
- 17) Comité de clinique counselling / Sida, Tambacounda

Adresse : Les Jardins de Cocagne *Solidarité Nord et Sud / Case postale 245, 1233 Bernex
CCP : 30-175347-2 Les Jardins de Cocagne * Solidarité Nord et Sud / Dons et parrainages
Messages: SoliSud@Cocagne.ch